



MAIRIE DE DIJON

PALAIS DES ETATS DE BOURGOGNE

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 MAI 2016

Le Conseil Municipal, convoqué le mardi 17 mai 2016 s'est réuni, sous la présidence de Monsieur François REBSAMEN, Maire, le lundi 23 mai 2016 à 18 h 30, à l'Hôtel de Ville, salle de Flore.

Président : M. REBSAMEN

Secrétaire : Mme FERRIERE

Membres présents : Mme KOENDERS - M. MAGLICA - M. PRIBETICH - Mme MODDE - M. DESEILLE - Mme TENENBAUM - M. MARTIN - Mme DILLENSEGER - M. GERVAIS - Mme CHARRET-GODARD - M. CHÂTEAU - Mme MARTIN - M. EL HASSOUNI - Mme AVENA - M. DECOMBARD - Mme ZIVKOVIC - M. MASSON - Mme JUBAN - M. MEKHANTAR - Mme REVEL - M. JULIEN - M. PIAN - Mme PFANDER-MENY - Mme ROY - Mme MARTIN-GENDRE - Mme HERVIEU - Mme DURNERIN - M. BERTHIER - M. BEKHTAOUI - M. HAMEAU - Mme MASLOUHI - M. LOVICHY - Mme HILY - M. FAVERJON - Mme CHEVALIER - Mme TOMASELLI - Mme AKPINAR-ISTIQAM - M. BARD - M. BORDAT - M. DIOUF - Mme OUTHIER - Mme ERSCHENS - Mme VANDRIESSE - M. BICHOT - Mme VOISIN-VAIRELLES - M. CHEVALIER - M. BOURGUIGNAT - M. AYACHE - M. BONORON - Mme DESAUBLIAUX - M. CAVIN

Membres excusés : Mme POPARD (pouvoir M. PRIBETICH) - Mme TROUWBORST (pouvoir M. DESEILLE) - M. GRANDGUILLAUME (pouvoir MME TOMASELLI) - M. ROZOY (pouvoir MME FERRIERE) - M. HOUPERT (pouvoir MME OUTHIER) - M. HELIE (pouvoir M. AYACHE)

Au cours de cette séance, le Conseil Municipal a :

PREAMBULE

1 - Élection d'un nouvel adjoint

- décidé le maintien du poste de onzième adjoint devenu vacant ;
- décidé que le nouvel adjoint occupera, dans l'ordre du tableau, le même rang que l'élue qui occupait précédemment le poste devenu vacant ;
- procédé à l'élection de Madame Nuray Akpinar-Istiquam.

I-ESPACE PUBLIC - VIE URBAINE - TRANQUILLITE PUBLIQUE ET ECOLOGIE URBAINE

A – URBANISME

2 - Zone d'Aménagement Concerté Écoquartier de l'Arsenal - Cession du lot Canal 2 - Approbation du cahier des charges

- autorisé la Société Publique Locale d'Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise (SPLAAD) à vendre à la société George V Rhône Auvergne ou à toute autre entité pouvant s'y substituer le lot Canal 2 de la Zone d'Aménagement Concerté Écoquartier de l'Arsenal, dans les conditions définies dans la première partie du cahier des charges ;
- approuvé la deuxième partie de ce dernier, annexée au rapport.

B – LOGEMENT – ACTION FONCIERE

3 – Acquisition du site de l'Hôpital Général – Gardiennage du site

- décidé d'engager auprès du CHU François Mitterrand les discussions nécessaires pour gérer en partenariat le gardiennage jusqu'à la clôture de la procédure contentieuse engagée à l'encontre de la délibération du 25 janvier 2016 ;
- autorisé Monsieur le Maire à signer tout acte à intervenir pour l'application de cette décision.

4 - Bilan annuel des acquisitions et des cessions immobilières - Année 2015

- approuvé le bilan des acquisitions et cessions réalisées en 2015 par la Ville, la Société d'Économie Mixte d'Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise (SEMAAD), la Société Publique Locale d'Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise (SPLAAD) et l'Office Public de l'Habitat Dijon Habitat, agissant dans le cadre d'une convention, joint au rapport ;
- dit que ce bilan sera annexé au compte administratif de l'année 2015.

5 - Société Publique Locale d'Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise - Conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Rapport spécial annuel - Année 2015

- approuvé le rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique par la Société Publique Locale d'Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise pour le compte de la Ville au cours de l'année 2015, annexé.

6 - Rattachement de Dijon Habitat à la Communauté Urbaine du Grand Dijon

- sollicité auprès de Madame la Préfète de Côte d'Or le rattachement de l'office public de l'habitat, Dijon Habitat, à la Communauté Urbaine du Grand Dijon ;
- autorisé Monsieur le Maire à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

C - POLITIQUE DE LA VILLE

7 - Dotation de Solidarité Urbaine - Exercice 2015 - Rapport d'exécution

- donné acte à Monsieur le Maire du rapport d'exécution de la Dotation de Solidarité Urbaine établi au titre de l'exercice 2015.

D – ENERGIE/ENVIRONNEMENT

8 - Jardin des Sciences – Demande de subvention 2016 à la Région de Bourgogne Franche-Comté

- approuvé le bilan 2015 et les projets 2016 du Jardin des sciences en annexe ;
- autorisé Monsieur le Maire à solliciter la subvention de 23 000 € auprès du Conseil Régional pour l'année 2016 ;
- autorisé Monsieur le Maire à signer tout acte à intervenir pour l'application de ces décisions.

9 - Renaissance du vignoble dijonnais – Point d'information

- été informé du projet et de la démarche proposée.

II-EDUCATION, PETITE ENFANCE, SPORTS ET JEUNESSE

A – EDUCATION

10 - Vigilance attentat dans les groupes scolaires – Mise en œuvre de mesures pour le renforcement de la sécurisation des élèves et des bâtiments - Définition du programme et de l'enveloppe financière – Demande de subvention

- adopté le programme proposé de mise en œuvre de mesures pour le renforcement de la sécurisation des élèves et des bâtiments ;
- arrêté le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération à 500 000 € HT ;
- sollicité l'ensemble des subventions susceptibles d'être accordées pour le financement de cette opération au taux maximum ;
- dit que le financement sera assuré sur les crédits ouverts au budget 2016 et sur les exercices budgétaires suivants ;
- autorisé Monsieur le Maire à signer tout acte à intervenir pour l'application de ces décisions.

11 - Groupe scolaire Voltaire – Désaffectation d'une parcelle affectée au service public de l'enseignement

- décidé la désaffectation du patrimoine scolaire de la parcelle de terrain de 295,47 m² située dans le groupe scolaire Voltaire ;
- dit que cette parcelle est désormais intégrée au domaine public communal.
- autorisé Monsieur le Maire à signer tout acte à intervenir pour l'application de cette décision.

III-CULTURE, ANIMATION ET ATTRACTIVITE

A - CULTURE

12 - Festival international « Les écrans de l'aventure » - Edition 2016 - Convention à conclure entre la Ville, la Guilde Européenne du Raid et la SA Darcy Palace.

- approuvé le projet de convention à conclure entre la Ville, la Guilde Européenne du Raid et la SA Darcy Palace pour l'organisation de l'édition 2016 du festival international « Les écrans de l'aventure », annexé au rapport, et autorisé Monsieur le Maire à y apporter, le cas échéant, des modifications de détail ne remettant pas en cause son économie générale ;
- autorisé Monsieur le Maire à signer le contrat définitif ainsi que tout acte à intervenir pour son application ;
- décidé de verser une participation d'un montant de 91 500 € à la Guilde Européenne du Raid pour l'organisation de la manifestation et les frais de promotion du festival.

IV- SOLIDARITE, CITOYENNETE ET DEMOCRATIE LOCALE

CITOYENNETE LOCALE

13 - Budgets participatifs - Année 2016 - Présentation des projets des commissions de quartier

- approuvé la liste des projets proposés par les commissions de quartier, à financer dans le cadre des budgets participatifs 2016, annexée au rapport;
- autorisé Monsieur le Maire à signer tout acte à intervenir pour la mise en œuvre de ces projets.

V- FINANCES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET PERSONNEL

A – FINANCES

14 - Diverses opérations - Fonds de soutien à l'investissement public local - Demandes de subventions

- adopté le principe des différentes opérations tel qu'exposé, sous réserve, pour les opérations non encore lancées en 2016, de leur confirmation ultérieure par le Conseil municipal lors de l'examen des budgets primitifs 2017 et suivants ;
- arrêté le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'ensemble des opérations à 30 413 096,60 € Hors Taxes ;
- sollicité auprès de l'Etat dans le cadre du Fonds de soutien à l'Investissement public local, ainsi qu'auprès de tout autre partenaire potentiel, une subvention pour le financement de chacune des opérations ;
- précisé que le financement de ces opérations sera assuré sur les crédits inscrits aux budgets primitifs 2016 et suivants, sous réserve, pour les opérations non encore lancées en 2016, de leur confirmation ultérieure par le Conseil municipal lors de l'examen des budgets primitifs 2017 et suivants ;

- autorisé Monsieur le Maire ou, par délégation, l'Adjoint en charge des Finances et des affaires juridiques ainsi que les Adjointes concernés par les différentes opérations, à signer tout acte à intervenir pour l'application de ces décisions.

15 - Contrats de prêt n° MPH265874EUR et n° MPH265867EUR - Autorisation de signer un protocole transactionnel avec la Caisse Française de Financement Local, la SFIL, et Dexia Crédit Local - Autorisation de procéder à désensibilisation desdits emprunts

- approuvé le principe de la conclusion d'un protocole transactionnel avec la Caisse Française de Financement Local (CAFFIL), la SFIL et Dexia Crédit Local (DCL), ayant pour objet de mettre fin aux différends opposant la commune de Dijon d'une part, et la CAFFIL, la SFIL et DCL d'autre part, au sujet des contrats de prêt n°MPH265867EUR et n°MPH265874EUR et de la procédure litigieuse en cours ;
- approuvé la conclusion du protocole transactionnel avec la Caisse Française de Financement Local, la SFIL et Dexia Crédit Local, annexé à la présente délibération, dont les éléments essentiels ont été décrits et ayant pour objet :
 - de mettre fin aux différends opposant la commune de Dijon, d'une part, et la CAFFIL, la SFIL et DCL d'autre part ;
 - de mettre fin à la procédure pendante devant le Tribunal de Grande Instance de Nanterre (RG n°13/00604) ;
 - de définir les concessions et engagements réciproques des parties, lesquels ont été décrits
- autorisé Monsieur le Maire, ou, par délégation, Monsieur l'Adjoint en charge des Finances et des Affaires juridiques, à signer ledit protocole transactionnel avec la Caisse Française de Financement Local, la SFIL, et Dexia Crédit Local, ainsi qu'à passer tous actes nécessaires à l'exécution de celui-ci ;
- autorisé Monsieur le Maire, ou, par délégation, Monsieur l'Adjoint en charge des Finances et des Affaires juridiques, à procéder au remboursement anticipé et à la désensibilisation du contrat de prêt n° MPH265867EUR, dans les limites définies ci-après.

- Date de mise en place : au plus tard le 1er novembre 2018.

Concernant le prêt de refinancement de l'emprunt (ci-dessus dénommé « Nouveau Prêt n°1 »), les caractéristiques maximales dans lesquelles Monsieur le Maire ou, par délégation, Monsieur l'Adjoint en charge des Finances et des Affaires juridiques sont autorisés à intervenir sont les suivantes :

- montant maximal : 13 453 080,92 euros ;
- durée maximale : 18 ans ;
- périodicité d'amortissement du capital et de règlement des intérêts : annuelle ;
- taux d'intérêt : taux fixe d'un montant annuel maximal de 5,00 % ;
- base de calcul des intérêts : exact / 360 ;
- profil d'amortissement : personnalisé, linéaire ou progressif ;
- indemnité de remboursement anticipé : indemnité versée ou perçue par la Ville sur cotation de marché.

Concernant l'indemnité de remboursement anticipé de l'emprunt n° MPH265867EUR, outre la part de cette dernière qui sera intégrée dans les conditions de taux du Nouveau Prêt n°1, les limites définies à l'intervention de Monsieur le Maire ou, par délégation, de Monsieur l'Adjoint en charge des Finances et des Affaires juridiques sont les suivantes :

- **montant maximal d'indemnité autofinancée par la Ville sur l'exercice 2016** : 2 300 000 euros ;

- **montant maximal d'indemnité refinancée par emprunt** (ci-dessus « Nouveau Prêt n°2 »): 2 300 000 euros, avec les caractéristiques suivantes :

→ taux d'intérêt maximal : 1,30% ;

→ base de calcul des intérêts : exact / 360 ;

→ périodicité d'amortissement du capital et de règlement des intérêts : annuelle ;

→ profil d'amortissement : linéaire ou progressif (avec un taux maximal de progressivité de 1,30%) ;

→ indemnité de remboursement anticipé : indemnité versée ou perçue par la Ville sur cotation de marché.

- autorisé Monsieur le Maire, ou, par délégation, Monsieur l'Adjoint en charge des Finances et des Affaires juridiques, à signer le Nouveau Contrat de Prêt n°1 regroupant le Nouveau Prêt n°1 et le Nouveau Prêt n°2, sous réserve du respect par ce contrat des limites précédemment définies ;
- autorisé Monsieur le Maire, ou, par délégation, Monsieur l'Adjoint en charge des Finances et des Affaires juridiques, à procéder au remboursement anticipé et à la désensibilisation du contrat de prêt n° MPH265874EUR, dans les limites définies ci-après.

- Date de mise en place : au plus tard le 1er août 2018.

Concernant le prêt de refinancement de l'emprunt (ci-dessus dénommé « Nouveau Prêt n°3 »), les caractéristiques maximales dans lesquelles Monsieur le Maire ou, par délégation, Monsieur l'Adjoint en charge des Finances et des Affaires juridiques sont autorisés à intervenir sont les suivantes :

- montant maximal : 13 453 080,92 euros ;

- durée maximale : 18 ans ;

- périodicité d'amortissement du capital et de règlement des intérêts : annuelle ;

- taux d'intérêt : taux fixe d'un montant annuel maximal de 5,00% ;

- base de calcul des intérêts : exact / 360 ;

- profil d'amortissement : personnalisé, linéaire ou progressif (taux maximal de progressivité de 5,00%)

- indemnité de remboursement anticipé : indemnité versée ou perçue par la Ville sur cotation de marché.

Concernant l'indemnité de remboursement anticipé de l'emprunt n° MPH265874EUR, outre la part de cette dernière qui sera intégrée dans les conditions de taux du Nouveau Prêt n°3, les limites définies à l'intervention de Monsieur le Maire ou, par délégation, de Monsieur l'Adjoint en charge des Finances et des Affaires juridiques sont les suivantes :

- **montant maximal d'indemnité autofinancée par la Ville** : 5 800 000 euros ;

- **montant maximal d'indemnité refinancée par emprunt** (ci-dessus « Nouveau Prêt n°4 »): 5 800 000 euros, avec les caractéristiques suivantes :

→ taux d'intérêt maximal : 1,30% ;

→ base de calcul des intérêts : exact / 360 ;

→ périodicité d'amortissement du capital et de règlement des intérêts : annuelle ;

→ profil d'amortissement : linéaire ou progressif (avec un taux maximal de progressivité de 1,30%) ;

→ indemnité de remboursement anticipé : indemnité versée ou perçue par la Ville sur cotation de marché.

- autorisé Monsieur le Maire, ou, par délégation, Monsieur l'Adjoint en charge des Finances et des Affaires juridiques, à signer le Nouveau Contrat de Prêt n°2 regroupant le Nouveau Prêt n°3 et le Nouveau Prêt n°4, sous réserve du respect par ce contrat des limites précédemment définies ;
- précisé que les ajustements budgétaires nécessaires à la réalisation des opérations décrites dans la présente délibération interviendront dans le cadre de la décision modificative n°1 au

budget primitif 2016 soumise au conseil municipal du 23 mai 2016 complétée, le cas échéant, par le budget supplémentaire 2016 soumis au conseil municipal à la fin du mois de juin 2016 ;

- autorisé Monsieur le Maire, ou, par délégation, Monsieur l'Adjoint en charge des Finances et des Affaires juridiques, à prendre toute décision et à signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

16 - Contrats de prêt n° MPH265867EUR et n° MPH265874EUR initialement conclus avec Dexia Crédit Local et désormais inscrits au bilan de la Caisse Française de Financement Local (CAFFIL) - Autorisation de signer avec le Représentant de l'État la convention prise en application du 2° du I de l'article 3 du décret n°2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque

- accepté l'aide du fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque au titre des deux emprunts n°MPH265874EUR et MPH265867EUR, initialement souscrits auprès de Dexia Crédit local, et figurant désormais au bilan de la Caisse Française de Financement Local (CAFFIL) ;
- autorisé, pour chacun des deux emprunts n°MPH265867EUR et MPH265874EUR, Monsieur le Maire ou, par délégation, Monsieur l'Adjoint en charge des Finances et des Affaires juridiques, à signer avec le Représentant de l'État la convention qui sera établie en application du 2° du I de l'article 3 du décret n°2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque, sur la base du projet-type tel qu'annexé à la délibération ;
- autorisé Monsieur le Maire ou, par délégation, Monsieur l'Adjoint en charge des Finances et des Affaires juridiques, à prendre toute décision et à signer tout acte et toute pièce utile au règlement de ce dossier.

17 - Exercice budgétaire 2016 - Décision modificative n°1 - Budget principal et budget annexe de l'Auditorium

- approuvé les ajustements de crédits proposés dans le cadre de la première décision modificative au titre de l'exercice 2016 ;
- décidé de recourir, sur le budget annexe de l'Auditorium, à la procédure d'étalement de la charge liée à l'indemnité de remboursement anticipé capitalisée de l'emprunt n° 1435 251 P souscrit auprès du Crédit Foncier de France, sous réserve de l'aboutissement des négociations avec ce dernier non achevées à ce jour ;
- dit que cet étalement sera effectué sur la durée restant à courir jusqu'à l'échéance du fonds de soutien, soit pour 12/13ème de son montant, dans la mesure où elle est plus courte que la durée résiduelle de l'emprunt n° 1435 251 P, conformément aux préconisations de la Direction générale des finances publiques ;
- dit que cette charge étalée sera amortie sur la période de 12 ans allant de 2017 à 2028 ;
- pris acte, toujours au titre de l'emprunt n° 1435 251 P souscrit auprès du Crédit Foncier de France, qu'un produit constaté d'avance résultant de l'attribution en une seule fois de l'aide du fonds de soutien sera comptabilisé pour 12/13ème du montant attribué par l'État, correspondant à la nature de l'indemnité de remboursement anticipé dont l'étalement est en partie l'objet de la présente délibération ;

- autorisé Monsieur le Maire à prendre toute décision et à signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

18 - Cession des parts détenues dans la société anonyme d'économie mixte d'aménagement de l'agglomération dijonnaise (SEMAAD)

- autorisé Monsieur le Maire à céder les 20 967 actions qu'elle détient au capital de la SEMAAD au profit de la Caisse d'Epargne de Bourgogne Franche-Comté au prix de 5 032 080 euros.
- autorisé Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

19- Gestion différenciée des espaces publics-Zéro pesticide en zone non agricole-Achat de matériels en remplacement de prestations de désherbage chimique- Demandes de subventions.

- sollicité, au taux maximum, les subventions susceptibles d'être obtenues par la Ville pour le financement de l'acquisition de 3 débroussailleuses électriques et d'un désherbeur vapeur notamment auprès de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse;
- autorisé ou, par délégation, les adjoints concernés, à signer tout acte à intervenir pour l'application de ces décisions.

B – ADMINISTRATION GENERALE

20 - Organisation de la Primaire ouverte de la Droite et du Centre – Mise à disposition de locaux – Convention à passer entre la Ville et la Haute Autorité de la Primaire de la Droite et du Centre 2016

- décidé que la mise à disposition d'un ensemble des locaux visés par la convention annexée au rapport pour l'organisation d'élections primaires, pourra être accordée à titre gracieux, en contrepartie du seul remboursement des frais et de nettoyage effectués par les agents municipaux ;
- approuvé les termes du projet de convention ayant pour objet d'autoriser d'utilisation des dits locaux, tel qu'annexé au rapport, et autoriser Monsieur le Maire à y apporter, le cas échéant, des modifications de détail ne remettant pas en cause son économie générale.

VI-DELEGATION D'ATTRIBUTION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

21 - Rapport des délégations du Maire

- pris acte des décisions prises par M. le Maire, dans les matières énumérées à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, dans les conditions suivantes :
 - conventions et avenants (69)
 - conversion de concession de tombe (6)
 - droits divers (9)
 - règlements de frais et honoraires (16)
 - actions en justice (5)